

REPUBLIQUE DU TOGO



MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA PROMOTION DE LA FEMME

CABINET

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE LA PROMOTION FEMININE



STRATEGIE NATIONALE D'INTEGRATION DU GENRE DANS LES POLITIQUES ET PROGRAMMES AU TOGO

Juillet 2006

Sommaire

I - Introduction.....	4
II - Enjeux et pertinence de la prise en compte du genre dans les politiques et programmes de développement au Togo.....	4
2.1- Objectifs poursuivis par la Stratégie.....	5
2.2 - Principes directeurs.....	5
2.3- Cadre d'analyse de la stratégie.....	6
III. - Principaux problèmes identifiés	9
3.1 – Le secteur de production.....	9
3.2 - Les services d'appui à la production	11
3.3 - Les services sociaux.....	11
3.4 - Gouvernance politique	12
3.5- Mécanismes de mise en œuvre de la stratégie de genre.....	13
IV – Orientations stratégiques, objectifs, résultats attendus, stratégies d'interventions et actions retenues.....	13
4.1- Orientation stratégique 1 : Améliorer la productivité des femmes pour un accroissement de leurs revenus	14
4.2- Orientation stratégique 2 : Améliorer l'accès aux services d'appui à la production.....	14
4.3- Orientation stratégique 3 : Améliorer l'accès aux services sociaux	15
4.4- Orientation stratégique 4 : Promouvoir la participation équitable à la gestion du pouvoir, le respect des droits et la suppression des violences	16
4.5- Orientation stratégique 5 : Redéfinir le nouveau rôle du ministère chargé de l'intégration du genre ; renforcer la capacité du ministère chargé de la femme et du genre.....	17
V - MATRICE DE LA LOGIQUE D'INTERVENTION.....	19
VI- Schéma de mise en œuvre de la stratégie.....	48
6.1. – Rôle du ministère chargé de la promotion de la femme et du genre	48
6.2 - Les Institutions de la République	49
6.2.1. La Présidence de la République	50
6.2.2. La Primature	50
6.2.3. Les ministères des finances, de l'économie et de la planification	50
6.2.4. Le Ministère de l'Intérieur	50
6.2.5. Les autres ministères et institutions affiliées au Gouvernement	51
6.2.6. Les institutions d'enseignement supérieur et instituts de recherche	51
6.2.7. L'Assemblée Nationale	51
6.3 - Les Institutions d'appui à la démocratie.....	51
6.3.1. La Commission Electorale	51
6.3.2. L'Observatoire National des Droits de l'Homme	51
6.3.3. La Haute Autorité des Media	51
6.3.4. La Commission de Réconciliation	52

6.3.5. La Commission Ethique et Lutte contre la Corruption	52
6.4- Le Conseil National des Femmes (CNF)	52
6.5- Les organisations de la société civile (OSC)	52
6.6- Les chefs traditionnels, autorités coutumières et religieuses	53
6.7- Le Secteur privé	53
6.8- Les partenaires au développement	53
VII – Conditions critiques de la mise en oeuvre de la stratégie	54
VIII - Suivi et évaluation.....	54
8.1- Mécanismes de suivi	54
8.2.- Indicateurs	55
IX – Conclusion.....	56

I - Introduction

En prenant en compte de manière explicite la question du genre, la Constitution, dans son article 11 : « tous les êtres humains sont égaux en dignité et en droit. L'homme et la femme sont égaux devant la loi », a mis en place les bases de légitimation d'une politique d'égalité et d'équité de genre au Togo. Dès 1977, les autorités politiques avaient créé le Secrétariat d'Etat chargé des Affaires Sociales et de la Condition Féminine, rattaché au Ministère de la Santé Publique. Par ailleurs, le pays a ratifié l'ensemble des conventions internationales relatives aux droits de la femme et à l'égalité entre les sexes, notamment la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF/CEDAW) ainsi que le Programme d'Action de Beijing.

Mais au-delà d'une simple question de droits, l'égalité de genre est un enjeu de développement humain et durable, car les femmes constituent 53,7% de la population active contre 46,3% pour les hommes. Pour atteindre les objectifs de développement fixés pour 2015, le Togo a besoin d'un taux de croissance à deux chiffres. Ce qui n'est possible que s'il prend en compte la partie la plus importante de ses ressources humaines et de sa population active que sont les femmes.

Le ministère chargé de la question des femmes qui a la responsabilité de veiller au respect des engagements pris par le Gouvernement pour la promotion de l'égalité et l'équité de genre, a entrepris l'élaboration d'un document de stratégie d'intégration du genre dans les politiques et programmes de développement au Togo, dans une perspective du respect

des droits mais aussi de développement.

II - Enjeux et pertinence de la prise en compte du genre dans les politiques et programmes de développement au Togo

Avec un taux d'accroissement démographique estimé en 1998 à 2,4% par an et un taux de croissance du PIB réel en moyenne de 1,6% pour la période 1998-2003, le Togo est classé au 143^{ème} rang sur 177 pays en 2005 par le Rapport Mondial sur Développement Humain du PNUD. Le revenu par habitant était à 310 \$ US en 2003, et 72,6% de la population était estimée pauvre avec 90.000 F CFA de revenu par an soit 246 F CFA par jour ; celle extrêmement pauvre était estimée à 57,4% avec 70.000 F CFA, soit 191 F CFA par jour.

Face à tous les défis à relever, le Togo a jugé indispensable d'accélérer la croissance économique pour faire reculer la pauvreté et instaurer un développement humain durable. Le Gouvernement s'est engagé à mettre en place les conditions nécessaires à la reconstruction du pays à travers des programmes comme la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) qui repose sur trois piliers :

- la restauration et la consolidation de la paix et la réconciliation nationale ;
- la stabilisation macro économique et la relance de la croissance ;
- l'agriculture.

Les stratégies à mettre en place ne peuvent exclure plus de la moitié du potentiel humain constitué par les femmes qui sont 51,3% de la

population totale, car cette paupérisation croissante affecte davantage les femmes qui, bien qu'étant 53,7% de la population active, ont des revenus trois fois inférieurs à ceux des hommes.

L'explication se trouve dans les rapports inégalitaires et le statut social inférieur de la femme qui se traduit par un faible accès aux ressources. Le Gouvernement du Togo a pleine conscience du problème et a pris des engagements pour la promotion de l'égalité et de l'équité de genre, tant au niveau de la loi fondamentale qu'en ratifiant les conventions internationales comme la CEDEF. En effet, la persistance de déséquilibres importants entre hommes et femmes, et ce dans tous les domaines : économiques, sociaux, culturels et politiques constitue un obstacle à la jouissance des mêmes droits humains pour tous et empêchent les femmes de jouer pleinement leur rôle dans le processus de développement du pays. Mais surtout, les inégalités de genre constituent un frein aux efforts de réduction de la pauvreté et partant, à la réalisation de la vision de développement à long terme du Gouvernement.

2.1- Objectifs poursuivis par la Stratégie

Conformément aux orientations de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté et à celles des Objectifs du Millénaire, la Stratégie nationale d'Egalité de Genre a pour but de contribuer aux objectifs de développement définis par le pays.

Plus spécifiquement la stratégie a pour objectifs :

1. le renforcement des capacités des femmes et la lutte contre l'inégalité des rapports sociaux entre les sexes à travers toutes ses manifestations, tant individuel, collectif qu'institutionnel ;
2. la prise en compte du Genre de manière transversale dans tous les secteurs par toutes les Institutions de la République, les organisations de la société civile, le secteur privé, etc.

2.2 - Principes directeurs

1. La Stratégie Genre se fonde sur la Constitution et sur le principe selon lequel les femmes et les hommes sont des citoyens égaux qui doivent contribuer pleinement au processus de développement et en tirer les mêmes avantages.
2. La Stratégie Genre soutient l'engagement du Gouvernement à promouvoir une société libre de toutes formes de discrimination et d'injustice.
3. La Stratégie Genre est fondée sur l'engagement du Gouvernement à promouvoir une participation totale et effective de tous les citoyens, hommes et femmes, filles et garçons, au processus de développement du pays.
4. La Stratégie Genre est basée sur le principe selon lequel le genre est une question transversale qui doit être prise en compte dans tous les secteurs de développement.

2.3- Cadre d'analyse de la stratégie

La Stratégie Nationale du Genre s'inscrit dans les orientations définies par le Gouvernement pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, à savoir la réduction de la pauvreté de moitié d'ici 2015. Elle poursuit ceux déclinés par le Programme d'action de Beijing et s'articule aux orientations du Document de Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté qui va constituer le cadre de référence pour toute intervention dans le pays.

PRISE EN COMPTE DU GENRE

La prise en compte du genre est conçue comme devant être une valeur ajoutée par rapport aux objectifs de création de richesses et de croissance pour un développement humain durable, puisqu'elle permet de voir comment les rapports sociaux inégalitaires de genre constituent une entrave à une meilleure productivité des hommes et des femmes, à leur pleine participation au développement du pays pour la réduction de la pauvreté et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement

L'approche se situe dans une perspective à la fois du droit et du développement.

- L'approche « Droit » pour prendre en compte les questions d'équité et de justice sociale mises en exergue dans la CEDEF et reprises dans le Programme d'action de Beijing
- L'approche « Développement » et de création de richesses s'inscrit dans les orientations des OMD.

L'analyse des inégalités de genre essaie de mettre en cohérence trois cadres que sont le Programme d'Action de Beijing, les OMD, ainsi que les axes déclinés dans le DSRP.

Concernant les douze (12) points du Programme d'Action de Beijing, deux ne se retrouveront pas comme tels dans le nouveau cadre d'analyse : il s'agit des mécanismes institutionnels et de la petite fille.

- ❖ La question des mécanismes institutionnels telle qu'elle est posée dans le Programme

d'Action de Beijing renvoie spécifiquement au ministère chargé des questions de femme. Dans le présent cadre d'analyse, la question du genre interpelle l'ensemble des institutions de la République. L'analyse par secteur permet d'identifier les questions d'inégalité de genre à prendre en charge pour chaque ministère ou institution. La question du genre, dans une telle perspective, ne saurait être la seule affaire du ministère chargé des questions des femmes. Il sera procédé à l'analyse des rôles et responsabilités de toutes les institutions par rapport aux objectifs d'intégration transversale du genre dans une perspective de développement.

- ❖ La petite fille sera intégrée de manière systématique dans l'analyse globale qui prendra en compte la femme dans son cycle de vie : enfance, adolescence, jeunesse, âge adulte et troisième âge.

- ❖ En ce qui concerne le point 8 des OMD portant sur le partenariat : c'est au niveau de l'analyse de chaque secteur, quand les rôles et responsabilités des différents acteurs seront identifiés, que les interrelations seront établies.

L'approche qui se veut holistique prend en compte les interactions entre tous les secteurs et retient quatre principaux secteurs :

- le secteur de production ;
- les services d'appui à la production ;
- les services sociaux ;
- la gouvernance.

▪ Le secteur de production

Le secteur de production prend en compte le premier point des OMD qui porte sur la réduction de l'extrême pauvreté et deux domaines du Programme d'action de Beijing que sont : femmes et pauvreté ; femme et économie.

L'hypothèse est que la réduction de la pauvreté passe par une création de richesses qui elle même passe par une amélioration de la productivité de la majorité de la population active. Par conséquent, il s'agit d'examiner comment les femmes et les hommes sont représentés dans les différents secteurs de production pour comprendre quels sont les déterminants liés aux rapports de genre qui expliquent la faible productivité des femmes, malgré leur poids important dans la population active.

• Les services d'appui à la production

Ils renvoient à un ensemble de secteurs tels que l'eau, l'électricité, le transport, l'information, etc. Ce secteur est analysé sous un double angle :

- l'accès aux services de base est un droit ;
- les services de base comme l'eau et l'énergie sont aussi des facteurs de production et leur non disponibilité affecte le travail productif des femmes.

• Les services sociaux

- L'accès à l'éducation, à la santé, à l'assainissement est un droit ;
- La non disponibilité de ces services a des effets sur les activités économiques des femmes.

• La gouvernance politique

- La participation à la gestion de la cité est un droit pour tous les citoyens, c'est une question de justice et d'équité ;
- Le développement des activités économiques est aussi tributaire du mode de gouvernance. L'administration, la justice et la politique sont en étroite interaction avec la production économique ; car par exemple, la privation des femmes du droit à la propriété de la terre est une contrainte à un meilleur investissement dans le secteur agricole.

CADRE D'OPERATIONNALISATION DE L'APPROCHE

DROIT ET DEVELOPPEMENT

Programme d'Action de Beijing	OMD	Cadre d'analyse dans une perspective genre	
Pauvreté Économie	Réduire l'extrême pauvreté et la faim	Secteur de PRODUCTION	Examen de la situation des femmes et des hommes dans les principaux secteurs d'activités : agriculture, élevage industrie, commerce, artisanat, services. Emploi et activités génératrices de revenus- Protection sociale
Environnement	Assurer un environnement durable		Analyse différenciée de la gestion des ressources naturelles et des problèmes de l'environnement
Médias		Services d'appui à la production	Analyse de l'accès et de la gestion des services de base : eau, énergie, transport, information et TIC
Éducation et formation	Assurer l'éducation primaire pour tous ;	Secteurs SOCIAUX	Analyse de l'accès et de la gestion des services sociaux : éducation, santé, assainissement, etc.
Santé	Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans. Améliorer la santé maternelle Combattre le VIH/SIDA et le paludisme		
Prise de décisions Droits humains Violences Paix et conflits	Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Gouvernance politique	Analyse de la participation à la gestion du pouvoir (Gouvernement, Parlement, Administration, Parti politique, syndicat, etc.). Analyse de la question des droits, de la question de justice (Conventions internationales, violences, etc.),

III. - Principaux problèmes identifiés

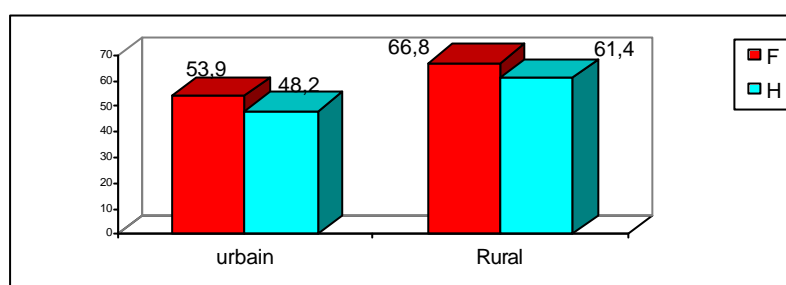
3.1 – Le secteur de production

Selon la Direction Générale de la Statistique Nationale, en 2005, la population active s'élèverait à 2 311 580 personnes dont 1 257 230 femmes

et 1 054 350 hommes ce qui revient à un rapport de 53,46% de femmes pour 46,54% des hommes.

Les femmes sont plus occupées que les hommes, que ce soit en milieu rural ou urbain.

Graphique 1: Taux d'activité des hommes et des femmes selon le milieu

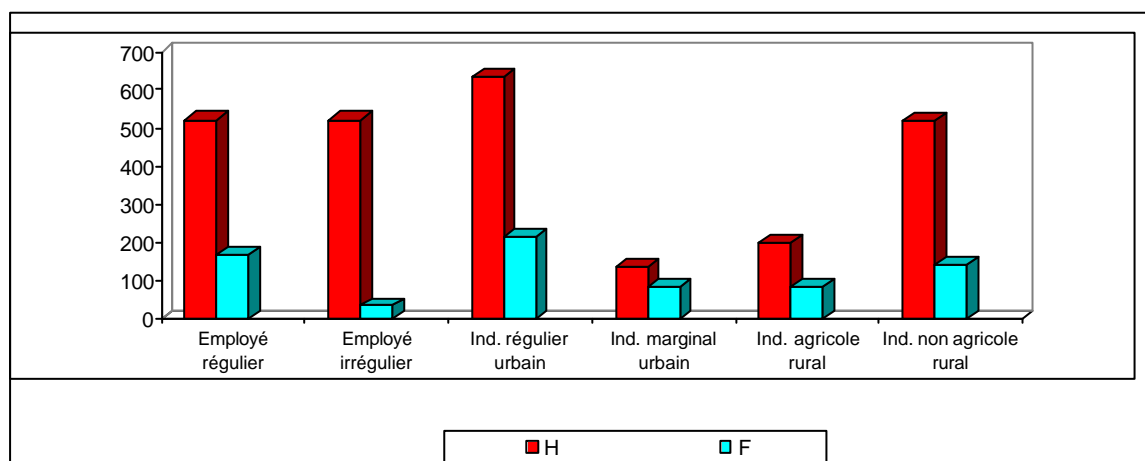


Source: URD-DGS 2000, Famille, migration et urbanisation au Togo, fascicule 2

Le revenu moyen tous secteurs confondus est plus faible chez les femmes malgré leur temps de travail plus important ; cela est essentiellement dû aux disparités de

l'accès au travail rémunéré et à l'emploi, et à une plus faible productivité des femmes dans les activités rémunérées

Graphique 2 : Revenu annuel moyen des hommes et des femmes selon les catégories socioprofessionnelles



Sources: URD-DGS 2000

- **Agriculture et maraîchage**

Dans le secteur de l'agriculture et du maraîchage, les femmes sont

confrontées à des problèmes d'accès aux ressources, à la main d'oeuvre, aux facteurs de production, aux intrants, à l'irrigation, aux services de

vulgarisation, à l'encadrement technique, à l'information agricole, aux technologies et au crédit.

Les femmes productrices des zones rurales sont confrontées aux problèmes d'absence d'infrastructures de stockage et de conservation de leurs produits périssables ; d'équipements de transformation mécanisés ; d'insuffisance des moyens d'évacuation appropriés ; de l'écoulement et surtout de la non-maîtrise de l'environnement économique.

L'analyse montre que le développement de ce secteur présente des atouts importants, vu les possibilités d'écoulement de la production maraîchère dans les pays environnants, mais il faudrait au préalable parvenir à la mécanisation de la production et la création de structures de conservation et de stockage.

• **Pêche**

Dans ce secteur, les femmes sont plus présentes dans la transformation. Elles sont confrontées à un problème de rareté des ressources et de non-disponibilité d'équipements modernes et d'accès au crédit. Surtout, les conditions de travail des femmes transformatrices sont pénibles et il y a une nécessité d'avoir recours à des outils de production plus performants, tels que les clés de séchage solaire.

Une analyse prospective exige de se pencher sur les potentiels offerts par le développement de la pisciculture face à la rareté des ressources halieutiques. Il s'agit donc d'anticiper pour garantir une présence significative des femmes dans le secteur porteur de la pisciculture.

• **Elevage**

Le secteur de l'élevage offre beaucoup de potentiel. Les femmes sont plus présentes dans l'élevage de petits ruminants et de la volaille.

Les principaux problèmes relevés portent sur les contraintes culturelles dans la gestion du cheptel qui obligent la femme à utiliser son bétail pour nourrir la famille tandis que l'homme a toute la liberté d'en tirer un meilleur profit. Par ailleurs, l'implication de l'homme dans les transactions se fait souvent au désavantage de la femme.

Les femmes par leur savoir faire traditionnel s'adonnent à la fabrication de fromage, ce qui leur permet d'en tirer quelques revenus, mais elles ont confrontées à un problème d'écoulement de leur production.

• **Industrie**

On note une très faible présence des femmes dans le secteur industriel. L'entrée des femmes dans ce secteur se heurte à des problèmes de faible capacité entrepreneuriale, de déficit d'informations et d'appui conseil ; de faible capacité financière, de nonaccès aux garanties bancaires, d'ostracisme dans l'attribution des marchés. Les femmes qui ont accumulé des capitaux dans le secteur commercial sont confrontées à des problèmes pour la reconversion dans le secteur de production, faute d'encadrement.

• **Commerce**

Naguère très puissantes dans le secteur de la vente des tissus, les femmes souffrent aujourd'hui de la concurrence déloyale, notamment asiatique, d'autant qu'elles n'avaient

pas breveté leurs produits faute d'information et de non maîtrise de l'environnement économique international. Elles ont donc souffert de manque d'encadrement y compris pour les aider à une reconversion dans d'autres secteurs productifs.

Le commerce informel est le secteur qui accueille le plus de femmes, car n'ayant aucune exigence de qualification et comportant peu de barrières à l'entrée. Ce qui a pour conséquence une saturation du marché, avec peu de retombées pour les acteurs. Les femmes dépassent difficilement le stade de petites revendeuses faute de capitaux.

- **Artisanat**

Au niveau de la production artisanale on constate une concentration de l'apprentissage dans les métiers de la couture et de la coiffure. A cela il faut ajouter l'absence de débouchés au niveau local, due au faible pouvoir d'achat des populations.

Par ailleurs, les apprentis sont l'objet de surexploitation des patrons faute d'un cadre réglementaire organisateur du secteur. L'artisanat d'art quant à lui ne trouve pas de débouchés faute de marché touristique.

- **Environnement**

L'excès de l'utilisation du charbon et du bois de chauffe entraîne des maladies pulmonaires chez les femmes. Par ailleurs, l'environnement en tant qu'outil de production représente un grand intérêt et offre des opportunités pour les femmes dans l'exploitation des ressources naturelles. Une politique adéquate permettrait d'en tirer des revenus substantiels, notamment l'exploitation des palmistes et du karité. Il y a surtout

un déficit de sensibilisation et de formation à la gestion de l'environnement.

- **Emploi et protection sociale**

Il y a une forte discrimination dans l'accès à l'emploi et par conséquent une faible couverture sociale des femmes du fait de leur présence surtout dans l'informel qui n'est pas encore pris en compte par les politiques publiques.

3.2 - Les services d'appui à la production

Globalement, il y a un déficit des services de base, ce qui rend difficile l'accès à l'eau, à l'électricité, aux services de transports et de communication, notamment en milieu rural. Leur non disponibilité se traduit par une surcharge de travail pour les femmes à qui incombe la responsabilité de pourvoir les familles en eau et en énergie domestique. Cela affecte leur santé et leurs activités de production. Par exemple, l'insuffisance d'énergie est une contrainte majeure à la mécanisation des outils de transformation des produits de base, la mise en place de système d'exhaure moderne, de conservation frigorifique des vaccins et des produits alimentaires, etc.

3.3 - Les services sociaux

- **Education et formation**

Malgré les acquis indéniables en matière de scolarisation, l'insuffisance et l'éloignement des structures scolaires en zone rurale ainsi que l'inadéquation des infrastructures et des équipements scolaires demeurent une contrainte pour le maintien des filles à l'école. La faiblesse interne du système scolaire est caractérisée par

des taux encore relativement importants de redoublement, d'exclusion et d'abandon des élèves et notamment des filles.

Les stéréotypes sexistes dans les manuels scolaires ne sont pas sans effets sur la faible présence des filles dans les filières scientifiques et techniques dites masculines. Le taux d'analphabétisme des femmes demeure important.

▪ **Santé**

Au niveau de la santé, les principaux problèmes ont pour nom : fécondité élevée, maternités nombreuses ou rapprochées, faible utilisation des moyens contraceptifs, précocité du mariage, insuffisante couverture vaccinale, faible accès aux services spécialisés.

Les problèmes de santé de la reproduction des adolescents sont liés au manque d'éducation sexuelle. Il est relevé que le comportement sexuel des hommes affecte davantage les femmes, qui sont plus exposées aux risques et qui souffrent plus de l'isolement dont sont victimes les personnes vivant avec le VIH.

L'accès aux services de santé demeure difficile du fait de l'insuffisance des structures spécialisées et du personnel et de leur concentration dans les milieux urbains, du coût élevé des soins de santé et des médicaments essentiels.

3.4 - Gouvernance politique

La gouvernance politique porte sur le respect des droits fondamentaux et **sur** les violences, ainsi que sur l'accès aux instances de décision.

▪ **Droits fondamentaux**

Malgré l'engagement des autorités pour la promotion de l'équité de genre, on constate :

- **une** insuffisante application des lois déjà existantes et favorables à la femme (notamment celles relatives au mariage et à la succession) ;
- **une** lenteur dans la révision des lois discriminatoires à l'égard de la femme ;
- **une** lenteur à rendre effectifs les engagements contractés en ratifiant les conventions et traités sur les droits des femmes (CEDEF et autres) ;
- **une** méconnaissance par les femmes de leurs droits.

▪ **Violences basées sur le genre**

On constate une ampleur des violences, aggravée par la non-dénonciation des violences par les victimes et leur famille. Outre l'impunité des auteurs de la violence, on note aussi l'insuffisance de structures étatiques de prise en charge médico-sanitaire et psycho-sociale des femmes victimes.

▪ **Prise de décision et leadership**

On note une sous-représentativité des femmes aux postes de prise de décision et leur faible participation à la gestion politique, tant sur le plan national qu'international. Cela s'explique en partie par la fragilité du leadership féminin et la résistance des hommes.

▪ Gestion de la paix et réconciliation nationale

La gestion de la Paix concerne aussi la femme, qui peut jouer un rôle important dans la sensibilisation de la communauté à la culture de la Paix et à la citoyenneté et dans l'éducation des enfants au sein des familles. Il s'agit alors de valoriser la contribution des femmes au développement d'une culture valorisant la paix en renforçant leurs capacités en tant qu'éducatrices au sein des familles, mais aussi en tant que médiatrices sociales au sein de la communauté.

3.5. Mécanismes de mise en œuvre de la stratégie de genre

L'instabilité institutionnelle du ministère chargé de la question féminine et des inégalités de genre **et** la faiblesse du budget national qui lui est alloué, expliquen**t** sa faible capacité à élaborer, à mettre en œuvre et à suivre des politiques et programmes dans une perspective genre. Pour l'ensemble des autres ministères techniques et de plusieurs OSC, il est constaté une compréhension insuffisante des concepts d'égalité de sexes et d'intégration du genre. On note une difficulté de coordination et de communication entre les acteurs impliqués dans la mise en œuvre d'intégration des stratégies d'égalité et d'équité de genre.

IV – Orientations stratégiques, objectifs, résultats attendus, stratégies d'interventions et actions retenues

Le Document de Stratégie Nationale du Genre (SNG) est le résultat de larges consultations avec les parties prenantes dont les services du Gouvernement, la société civile et la population. L'approche participative a

rendu possible l'identification des problèmes, des objectifs stratégiques, des priorités d'intervention ainsi que les modalités de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation.

L'objectif de la Stratégie Nationale du Genre est de définir clairement le processus d'intégration des questions liées au genre dans tous les secteurs de développement en vue de la promotion de l'égalité et de l'équité de genre et de garantir la promotion de la femme. Les orientations stratégiques retenues par la stratégie pour lever ces contraintes sont déclinées en objectifs et stratégies d'intervention autour de quatre points :

- l'amélioration de la productivité pour un accroissement des revenus des femmes ;
- l'amélioration de l'accès aux services d'appui à la production ;

But du DSNG

Le but du Document de Stratégie Nationale du Genre (DSNG) est de fournir au Gouvernement du Togo, à ses partenaires et à l'ensemble des acteurs, un cadre d'orientation de l'intégration du genre dans les politiques et programmes pour un développement humain durable.

- l'amélioration de l'accès aux services sociaux ;
- la Promotion de la participation équitable à la gestion du pouvoir, du respect des droits et la suppression des violences.

4.1- Orientation stratégique 1 : Améliorer la productivité des femmes pour un accroissement de leurs revenus

La stratégie nationale d'intégration du genre dans les politiques et programmes prend comme point de départ la faible productivité des femmes, avec comme conséquence un faible pouvoir économique des femmes et à terme plus de pauvreté. Pour accroître la productivité des femmes et leurs revenus, les objectifs et stratégies sont les suivants :

1 : Elargir la présence des femmes dans les différents secteurs de production :

- renforcement de la capacité d'intervention des femmes dans tous les secteurs d'activité ;
- renforcement du niveau de connaissance technique et professionnel des jeunes filles.

2 : Contribuer à l'accroissement de la capacité de production des femmes :

- amélioration de l'accès des femmes aux facteurs de production et à la technologie ;
- amélioration de l'accès des femmes aux ressources financières ;
- renforcement des capacités techniques d'intervention des femmes dans les filières économiques ;
- organisation des femmes par filière d'activité et mise en réseau.

3 : Contribuer à l'égalité d'accès à l'emploi et au marché du travail :

- application égale des lois sur le droit du travail à tous les acteurs économiques ;

- renforcement des compétences des femmes pour un meilleur accès au marché de l'emploi ;
- sensibilisation des employeurs à la conciliation travail-famille ;
- développement de l'entrepreneuriat féminin.

4: Assurer la prise en compte des besoins différenciés des femmes et des hommes dans le budget national

- amélioration de la connaissance des caractéristiques des inégalités de genre et de leurs effets sur le développement ;
- intégration de l'approche genre dans la planification et la budgétisation des départements ministériels, institutions et des organisations de la société civile ;
- renforcement des compétences en élaboration de budget sensible au genre des agents techniques du développement ;
- renforcement des compétences du Parlement en analyse du budget selon la perspective genre.

4.2- Orientation stratégique 2 : Améliorer l'accès aux services d'appui à la production

Le non accès à certains services de base comme l'eau, l'énergie, les transports, affecte le bien-être des populations, notamment les femmes, mais surtout leur non disponibilité affecte la santé des femmes et leur capacité de production. Par exemple, le nonaccès aux services de communication constitue une opportunité manquée, pour les femmes productrices, de bénéficier des possibilités offertes par les NTIC pour leurs activités économiques, et de corriger leur image négative dans les médias.

L'objectif et les stratégies sont les suivants :

1. Améliorer la disponibilité des services de base :

- mise en place de programme d'amélioration de l'accès aux services de base : eau, électricité ;
- mise en place de programme d'accès aux moyens de transport rural ;
- réalisation de programme d'accès aux NTIC pour les femmes ;
- partenariat avec les organes de presse et acteurs de la communication.

2. Alléger la surcharge de travail :

- programme d'allègement des travaux domestiques ;
- mise en place d'équipements collectifs.

4.3- Orientation stratégique 3 : Améliorer l'accès aux services sociaux

Le faible accès des femmes à l'éducation et aux services de santé est l'une des principales contraintes à une meilleure productivité des femmes, c'est pourquoi l'orientation stratégique poursuit les objectifs suivants :

1. Contribuer à l'égalité d'accès, de maintien, de chance de réussite et d'achèvement à tous les niveaux du système éducatif :

- amélioration de la carte scolaire pour un meilleur accès des filles ;
- sensibilisation pour le maintien des filles dans le secondaire et le supérieur ;

- promotion des filles dans les filières scientifiques et techniques ;
- plaidoyer pour l'intégration du Genre dans les programmes de population, d'éducation et de formation.

2. Assurer la prise en compte des besoins différenciés des filles et des garçons, des hommes et des femmes dans le secteur de l'éducation et de la formation :

- développement d'un système d'information sur la situation des filles et des garçons dans le système scolaire ;
- renforcement des capacités en genre du personnel et des planificateurs du secteur éducatif ;
- intégration du genre dans les curricula de formation,
- prise en compte des besoins spécifiques des filles dans les infrastructures scolaires (toilette, aires de jeux) ;
- mise en place de programme de soutien pour les filles les plus vulnérables ;
- développement de programmes d'alphabétisation adaptés pour les femmes ;
- plaidoyer pour la mobilisation des ressources ;
- redynamisation des C.P.P.E.

3. Contribuer à l'amélioration de la santé de la reproduction et à la réduction de la mortalité maternelle et néonatale :

- amélioration de la couverture sanitaire et de la qualité des services obstétricaux ;
 - mobilisation sociale contre les pratiques néfastes à la santé de la reproduction comme l'excision ;
 - mobilisation pour l'accroissement du taux d'utilisation de la planification familiale tant en milieu rural qu'en milieu urbain ;
 - mobilisation sociale pour l'implication des leaders de la société pour une meilleure santé de la femme et de la famille ;
 - renforcement de l'implication des hommes dans la gestion de la Santé de la Reproduction du couple ;
 - renforcement de l'accessibilité du contraceptif en milieux rural et urbain ;
 - mobilisation sociale et sensibilisation des femmes et des hommes sur la maternité sans risque,
 - renforcement de l'utilisation par les femmes enceintes et allaitantes des méthodes de prévention et de traitement du paludisme ;
 - mise en place des mutuelles de santé communautaire.
4. Contribuer à accroître le niveau d'information et de protection des femmes et des adolescentes contre les IST/SIDA et combattre la stigmatisation des PVVIH :
- renforcement du niveau d'information des femmes, des adolescent (e)s et des hommes sur les comportements à risques en matière sexuelle ;
 - programme d'accompagnement des PVVIH.
5. Assurer la prise en compte des besoins différenciés en SR des femmes, des adolescent (e) s et des hommes :
- budgétisation des interventions en santé et SR intégrant le genre ;
 - meilleure implication des hommes dans la gestion de la SR ;
 - renforcement des capacités en genre du personnel de santé et des planificateurs du secteur ;
 - disponibilité d'informations sur la situation sanitaire des femmes, adolescent (e)s et des hommes.
- 4.4- Orientation stratégique 4 : Promouvoir la participation équitable à la gestion du pouvoir, le respect des droits et la suppression des violences**
- L'égal accès aux droits est la condition première de l'exercice de la citoyenneté. La gouvernance influe sur la production économique, ainsi les objectifs et stratégies poursuivis par la stratégie sont :
- 1 : Assurer un égal exercice des droits civiques et politiques :
- sensibilisation de toutes les composantes de la société sur l'égale capacité de tous à

l'exercice égal de la citoyenneté et du pouvoir ;

- **renforcement** des capacités des femmes et des jeunes filles en leadership (savoir, savoir faire et savoir être) ;
- **renforcement** des capacités des femmes en politique à la mobilisation des ressources et à une meilleure communication ;
- **élaboration** de stratégie pour un égal accès des hommes et des femmes aux instances de décision : Gouvernement, Partis politiques, syndicats, OSC, etc ;
- **renforcement** des capacités en genre des membres des partis politiques et des leaders des organisations de la société civile pour la mobilisation des ressources et une meilleure communication.

2 : Supprimer les dispositions discriminatoires et combler les vides juridiques dans la législation nationale :

- **plaidoyer** pour une harmonisation des textes juridiques nationaux conformes aux engagements régionaux et internationaux ;
- **plaidoyer** pour une application effective des droits des femmes ;
- **sensibilisation** des acteurs du système judiciaire sur les droits des femmes et leur application ;
- **plaidoyer** pour un renforcement de la protection des droits des personnes en situation difficile ;
- **plaidoyer** pour une révision des législations existantes dans l'optique genre.

3. Contribuer à réduire les violences basées sur le genre :

- **meilleure** identification des violences et leur incrimination ;

- **information**, sensibilisation, prise en charge et suivi ;
- **application** effective de la loi sur les violences faites aux femmes ;
- **adoption** et mise en œuvre du document de stratégie sur la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants ;
- **information**, sensibilisation, prise en charge et suivi ;
- **révision** du Code Pénal du 13 août 1980 en tenant compte des cas de violences émergentes notamment le viol, l'inceste, la pédophilie, le harcèlement sexuel en milieu scolaire et professionnel.

4.5- Orientation stratégique 5 : Redéfinir le nouveau rôle du ministère chargé de l'intégration du genre ; renforcer la capacité du ministère chargé de la femme et du genre

Face à l'objectif d'intégration transversale du genre, la mission du **ministère** chargé du genre et de la promotion de la femme doit être réexaminée. Il doit avoir un rôle de plaidoyer politique et social et un rôle d'appui technique aux autres ministères et Institutions de la République. Les objectifs et stratégies suivants ont été dégagés :

1 - Rendre plus opérationnelles les structures du **ministère** :

- **renforcement** des capacités techniques du ministère ;
- **mise** en place de mécanismes de suivi-évaluation efficaces ;
- **renforcement** des capacités financières du ministère ;
- **élaboration** d'une stratégie de communication du **ministère** de la **condition** féminine.

2 - Partenariats stratégiques avec les services des statistiques, Universités, Instituts d'enseignement supérieur :

- production et diffusion des données et des informations ventilées par sexe aux fins de planification et d'évaluation ;
- appui technique aux différentes Institutions pour une prise en compte de la dimension genre ;
- cadre de concertation entre acteurs ;
- mise en place de mécanismes de suivi-évaluation efficaces.

V - MATRICE DE LA LOGIQUE D'INTERVENTION

ORIENTATION STRATEGIQUE 1 : AMELIORER LA PRODUCTIVITE DES FEMMES POUR UN ACCROISSEMENT DE LEURS REVENUS

Objectif 1.1 : Elargir la présence des femmes dans les différents secteurs de production						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUT	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
1.1.1. Renforcement de la capacité de participation des femmes dans tous les secteurs d'activité.	Participation accrue des femmes dans tous les secteurs d'activité.	Mettre en place des programmes d'appui à une meilleure insertion des femmes dans les différents secteurs d'activité : information et accompagnement	200,00 \$	Taux d'activité dans les différents secteurs	2006 - 2015	Ministère (Min.) Femme Min. Economie Secteur privé
1.1.2 - Renforcement des compétences et du niveau de connaissance technique et professionnelle des jeunes filles	Les connaissances techniques et professionnelles des jeunes filles sont renforcées.	Création de centre de formation Soutenir l'accès des jeunes filles aux programmes de formation professionnelle et technique par des actions spécifiques.	250,00 \$	Taux d'accès H/F dans les filières scientifiques et techniques et dans les écoles professionnelles	2006 - 2015	Min. de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Objectif 1.2 : Contribuer à l'accroissement de contrôle et de gestion des ressources par les femmes

STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
1.2.1- Renforcement de l'accès des femmes aux facteurs de production et à la technologie	L'accès des femmes à la terre, aux intrants, aux technologies et au crédit aura doublé d'ici 2015.	Adopter une nouvelle réforme agraire tenant compte des femmes et la diffuser Prendre des mesures d'accompagnement pour faciliter aux femmes les moyens de production	50,00 \$ 200,00 \$	Le projet de réforme agraire élaboré et adopté Taux d'accès aux moyens de production H/F	2006-2008 2006-2015	Min. du Développement Rural de la Pêche et de l'Élevage
1.2.2 - Amélioration de l'accès des femmes aux ressources financières	L'accès des femmes au crédit aura au moins doublé d'ici 2015.	Créer des lignes de crédit et produits financiers accessibles aux femmes	4 000,00 \$	Taux d'accès au crédit dans les banques classiques et au niveau des SFD	2006-2015	Min de l'Économie, Finances,
1.2.3- Amélioration de la connaissance des opportunités	Les opportunités, atouts et contraintes des femmes dans les secteurs porteurs sont connus Les interventions des femmes dans les secteurs d'activités économiques sont accrues et rentables	Mener une étude sur les filières porteuses et les opportunités pour les femmes Créer des bureaux d'appui conseils pour la promotion des femmes entrepreneurs dans les filières agricoles, pêche, élevage, artisanat, commerce, industrie, etc.	50,00 \$ 500, 00 \$	Une étude est réalisée et diffusée Taux d'activité des femmes dans les secteurs économiques	2006-2008 2006-2015	Min. du Commerce et de l'Artisanat Min Economie, Finances

1.2.4- Organisation des femmes par filière d'activité et mise en réseau	Les femmes sont mieux organisées selon les secteurs d'activité.	Créer des groupements d'Intérêt économique de femmes et renforcer leurs capacités	50,00 \$	Nombre d'organisations créées et appuyées	2006-2010	Min Femme Collectif des ONG.
		Créer un Site WEB et des services de commerce électronique pour faciliter les échanges et l'accès à l'information sur les opportunités économiques	50,00 \$	Site WEB créé	2006-2008	Min. Commerce et de l'Artisanat
1.2.5- Environnement Sensibilisation des femmes Implication des femmes dans la gestion des ressources naturelles	Protection des femmes contre les nuisances liées aux combustibles Participation active des femmes aux prises de décision concernant l'environnement	Organiser des campagnes d'éducation et de sensibilisation à la gestion de l'environnement	50,00 \$	Campagnes de sensibilisation organisées	2006-2015	Collectivités locales
		Doter les populations, notamment les femmes, de connaissances et d'habiletés pour une gestion saine de leur environnement	50,00 \$	Formations initiées pour la gestion des ressources naturelles	2006-2008	Min Environnement
		Documenter et prendre en compte l'expertise féminine dans la gestion des ressources naturelles.	20,00 \$	Etudes réalisées sur les expertises féminines dans la gestion des ressources naturelles	2006-2008	Min Environnement
Renforcement de la gestion des ordures ménagères et des eaux usées	Amélioration du cadre de vie	Mettre en place des services et des systèmes de collecte d'ordures ménagères et d'eaux usées	500,00 \$	Système d'évacuation des ordures ménagères et eaux usées mis en place et fonctionnel	2006-2015	Min. Santé Environnement, Equipement, Ville

Objectif 1.3 : Contribuer à l'égalité d'accès à l'emploi et au marché du travail

STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
1.3.1 - Application égale des lois sur le droit du travail à tous les acteurs économiques : à l'embauche et dans le déroulement de la carrière	Les femmes et les jeunes filles ont davantage accès à un emploi formel stable et rémunérateur.	Faire un plaidoyer auprès des autorités publiques et du patronat pour une application équitable des lois du travail à tous les acteurs économiques	50,00 \$	Mesures prises pour faire respecter la loi Incrimination du harcèlement sexuel sur le lieu du travail	2006-2015 2006-2015	Min. Fonction Publique Ministère de la Justice
1.3.2 - Renforcement des compétences des femmes pour un meilleur accès au marché de l'emploi	Le niveau de connaissance et les aptitudes des femmes et des jeunes filles répondent au marché de l'emploi.	Informar les femmes sur les divers aspects du marché du travail : programmes, lois, ressources, droits, etc.	50,00 \$	% des femmes et jeunes filles sur le marché de l'emploi formel qui connaissent leurs droits et les lois du marché du travail	2006-2015	MNF Femme Min. Fonction Publique
1.3.3. Sensibilisation des employeurs à la conciliation entre les obligations professionnelles et les contraintes familiales	Les conditions dans les lieux de travail sont améliorées pour tenir compte des situations spécifiques des femmes	Faire un plaidoyer auprès des employeurs pour la création de structures d'accueil pour les enfants des travailleurs	25,00 \$	% des entreprises et sociétés ayant pris des mesures pour faciliter la conciliation obligations familiales et professionnelles	2007-2015	MNG, CNP Min. Fonction
1.3.4 - Protection sociale des femmes	Prise en charge médicale des femmes améliorée	Mettre en place des mutuelles de santé	500,00 \$	Nombre de mutuelles créées Nombre de femmes adhérentes		Min. de la Femme Min. de la Santé

Objectif 1. 4: Assurer la prise en compte des besoins différenciés des femmes et des hommes dans le budget national	
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

[illegible]

ORIENTATION STRATEGIQUE 2 : ACCROITRE L'ACCES AUX SERVICES D'APPUI A LA PRODUCTION

Objectif 2.1 Amélioration de la disponibilité des services de base						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
2.1.1- Mise en place de programmes d'amélioration de l'accès à l'eau	Les accès aux points d'eau sont améliorés Gain de temps pour les femmes	Equiper les zones rurales de points d'eau (Puits et forages)	500,00 \$	% de femmes des zones ciblées ayant accès aux points d'eau Temps mis pour la recherche de l'eau	2006-2015 2006-2015	Min Hydraulique
2.1.2 - Amélioration de l'accès à l'énergie	Disponibilité de sources d'énergie pour les activités domestiques et économiques Préservation de l'environnement	Développer des programmes d'accès à l'énergie en implantant des plates formes multifonctionnelles en milieu rural	1000,00 \$	% de femmes des zones ciblées disposant d'une plate forme multifonctionnelle % des femmes des zones ciblées utilisant les équipements et infrastructures socio-économiques	2006-2015 2006-2015	Min Energie
2.1.3 - Mise en place de Programme de transport rural	Infrastructures et moyens de transport accrus	Mettre en place des programmes d'accès aux moyens de transport au profit des femmes (moto, bicyclette,)	300,00 \$	% de femmes ou de groupements propriétaires de moyens de transport	2006-2015	Min Transports
2.1.4 - Réalisation de programme d'accès aux TIC pour les femmes	Meilleure utilisation des TIC pour l'information	Mettre en place des programmes de télécentres communautaires pour les organisations de femmes Développer des radios communautaires	100,00 \$ 100,00 \$	Nombre d'organisation de femmes gérant un télé-centre communautaire Nombre de radios communautaires ayant des programmes de genre	2006-2015 2006-2008	Ministère des télécommunications

2.1.5- Partenariat avec les organes de presse et acteurs de la communication	Elaboration d'un protocole d'accord avec la Radio télévision nationale, la presse écrite, pour la prise en compte du genre dans les programmes et les tranches horaires.	Créer avec les organes de presse des émissions pour la promotion de l'image positive de la femme Former les communicateurs de la Radio télévision pour un changement de l'image de la femme dans le traitement de l'information.	200, 00 \$ 100,00 \$	Types d'émissions créées pour une meilleure image de la femme	2006 - 2015	Min de la communication et de la formation civique
				% de femmes responsables dans les structures de communication	2006-2015	
				Nombre de formations des communicateurs réalisées	2006-2008	

Objectif 2.2 - Allègement des charges domestiques

[illegible]

ORIENTATION STRATEGIQUE III : ACCROITRE UN MEILLEUR ACCES AUX SERVICES SOCIAUX

3.1- Education

Objectif 3.1.1 : Contribuer à l'égalité d'accès de chance de réussite et d'achèvement à tous les niveaux du système éducatif et à une meilleure qualification						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
3.1.1.1 - Amélioration de la carte scolaire	Infrastructures plus proches des usagers	Augmenter la distribution adéquate des infrastructures scolaires et l'offre de formation	500,00 \$	Taux d'accroissement des infrastructures scolaires	2006-2015	Min éducation
	Parité fille/garçon réalisée dans l'enseignement primaire en 2015	Construire des espaces d'éveil pour la petite enfance surtout en milieu rural	500,00 \$			

3.1.1.2 – Sensibilisation pour le maintien des filles dans le secondaire et le supérieur	Réduction des écarts entre garçons/filles dans les enseignements secondaire, supérieur et technique	Concevoir et mettre en œuvre un programme IEC/ Genre pour l'accès et le maintien des filles à tous les niveaux	50,00 \$	Programme IEC/Genre disponible et exécuté	2006- 2015	Min. Education Min. Communication Min Enseignement Technique Min. Femme
		Organiser des campagnes de sensibilisation contre les pratiques qui portent atteinte à la scolarisation des jeunes filles (mariages précoces, couvents, etc.).	100,00 \$	Taux de scolarisation des garçons et des filles à tous les niveaux du système d'enseignement Taux d'exclusion et d'abandon	2006- 2015	
		Proposer des lois sanctionnant le harcèlement sexuel		Loi contre le harcèlement sexuel adopté	2006- 2008	Min. Justice
		Prendre des mesures en faveur des filles mères pour la poursuite de leurs études	100,00 \$	Taux de réintégration scolaire des files -mères	2006- 2015	Min Education primaire et secondaire
3.1.1.3 - Promotion de l'orientation des filles dans les filières scientifiques et techniques	Accroissement de la présence des filles dans les filières scientifiques et techniques	Créer un programme de bourses de soutien pour encourager les filles à s'inscrire dans des filières techniques et scientifiques (bourse).	500,00 \$	Nombre de filles boursières dans les filières scientifiques Taux de filles dans les filières techniques et Scientifiques		Min. Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique

Objectif 3.1.2 : Assurer la prise en compte des besoins différenciés des filles, des garçons dans le secteur de l'éducation						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUT	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
3.1.2.1. - Développement d'un système d'information sur la situation des filles et des garçons	Disponibilité des informations sur l'éducation et la formation des filles et des garçons	Mettre en place une base de données désagrégée par sexe dans le domaine de l'éducation Produire un rapport annuel sur les disparités de genre dan le système éducatif	100,00 \$ 100,00 \$	Un système d'information sur genre et éducation est mis en place est accessible et fonctionnel Rapport produit	2006-2010 2006-2015	Min. Education
3.1.2.2 - Renforcement des capacités en genre du personnel du secteur éducatif	Disponibilité et opérationnalité des compétences en genre à tous les niveaux du système éducatif	Organiser des sessions de formation en genre pour le personnel et les planificateurs de l'éducation	50,00 \$	Existence de programmes d'enseignement sur le genre	2006-2008	Min. Femme Min. Education
3.1.2.3 –Intégration du genre dans les curricula de formation	Curricula de formation révisé et adopté	Révision des manuels scolaires afin d'éliminer les stéréotypes sexistes.	500,00 \$	Stéréotypes sexistes éliminés	2006-2010	Min. Education Min. Femme
3.1.2.4 - Prise en compte des besoins spécifiques des filles dans les infrastructures	Infrastructures scolaires sont plus proches des bénéficiaires Environnement scolaire favorable au maintien des filles à l'école	Réaliser des toilettes séparées, des aires de jeux pour les filles	300,00 \$	Taux d'accroissement des infrastructures scolaires réalisées % d'écoles avec toilettes séparées	2005-2010	Min. Education Min femme

Objectif 3.1.3 : Contribuer à la réduction de l'analphabétisme des femmes						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
3.1.3.1 - Mise en place de programmes spécifiques d'alphabétisation en adéquation avec les besoins des femmes	Réduction des écarts de taux d'alphabétisation entre les femmes et les hommes	Campagnes de sensibilisation des leaders	150,00 \$	Nombre de leaders sensibilisés	2006-2008	Min Femme
		Elaborer et mettre en œuvre des programmes d'alphabétisation fonctionnels	100,00 \$	Taux d'alphabétisation des femmes et des hommes	2006-2015	Min Education OSC spécialisées

Santé 3.2.

Objectif 3.2.1: Appuyer la mise en oeuvre du Plan National de Réduction de la Mortalité Maternelle et Néonatale (Feuille de Route)						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
3.2.1.1. Renforcement du partenariat pour une amélioration de la couverture sanitaire et de la qualité des services	Couverture sanitaire et qualité de services obstétricaux améliorées Réduction de la mortalité maternelle Augmentation des CPN	Augmenter les infrastructures pour une meilleure prise en charge des besoins en couverture et amélioration des services de santé	300,00 \$	% des structures de santé qui offrent des services obstétricaux essentiels de qualité	2006-2015	MPASPF
				% d'accouchements assistés par du personnel qualifié	2006-2015	Min Santé OSC
3.2.1.2 - Mobilisation sociale et sensibilisation des femmes, et des hommes jeunes et adultes sur la maternité sans risque	Implication des hommes dans la gestion de la mortalité maternelle et la parenté responsable.	Réaliser des enquêtes sur les comportements et pratiques à risque en santé de la reproduction (SR)	50,00 \$	Etude réalisée	2006-2015	MPASPF Min Santé OSC
		Elaborer et mettre en œuvre un programme d'IEC sur les risques liés à la SR.	150,00 \$	Nombre de campagnes de sensibilisation Taux de CPN	2006-2015	

3.2.1.3 - Renforcement de l'utilisation par les femmes enceintes et allaitantes des méthodes de prévention et de traitement du paludisme (Moustiquaires, traitement préventif intermittent)	Réduction des incidences du paludisme dans la mortalité maternelle Utilisation des moustiquaires (MII)	Soutenir l'accès des femmes enceintes et allaitantes à la chimio prophylaxie palustre Mener des campagnes de sensibilisation pour lutter contre le paludisme Appuyer la diffusion des moustiquaires imprégnées en milieux rural et urbain	100,00 \$ 50,00 \$ 100,00 \$	% de femmes enceintes et allaitantes qui ont accès aux méthodes de prévention et de traitement du paludisme Nombre de campagnes de sensibilisation Taux d'utilisation des moustiquaires imprégnées	2006- 2015	MPASPF Min Santé OSC
3.2.1.4 - Mobilisation sociale contre les pratiques néfastes comme l'excision	Eradication des pratiques à risques de l'excision	Mettre en place des programmes de lutte contre l'excision	100,00 \$	Nombre de communautés et leaders engagés pour l'abandon de l'excision	2006- 2015	Min. Famille Min Santé OSC

Objectif 3.2.2 : Contribuer à l'accroissement du taux d'utilisation de la P.F. tant en milieu rural qu'en milieu urbain						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUT	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
3.2.2.1 – Plaidoyer pour l'implication des leaders communautaires dans la planification familiale (PF).	Engagement des autorités politiques, coutumières et religieuses pour l'amélioration de la santé de la femme et de la famille	Développer un plaidoyer auprès des leaders d'opinion et des autorités sanitaires sur la santé de la femme et de la famille	50,00 \$	Nombre de déclarations des différentes catégories de la société, favorables à la santé de la femme et de la famille Programmes réalisés	2006-2008	MPASPF Min Santé OSC
3.2.2.2- Renforcement de l'implication des hommes dans la gestion de la SR du couple	Implication accrue des hommes dans la gestion de la SR du couple	Réaliser un programme de sensibilisation pour les hommes	50,00 \$	% des hommes qui participent à la gestion de la SR du couple	2006-2008	
		Organiser des séances d'animation en SR regroupant des hommes et femmes	100,00 \$	% de la population ayant accès aux services de contraception	2006-2010	
3.2.2.3 - Renforcement de l'accessibilité des contraceptifs en milieux rural et urbain	Les services de contraception accrus et accessibles en milieu rural et urbain.	Soutenir des programmes de marketing social des contraceptifs	50,00 \$	Taux de prévalence de la PF	2006-2015	
		Démultiplier les structures de PF en milieu rural	250,00 \$	Nombre de structures en milieu rural prenant en charge la PF	2006-2015	

Objectif 3.2.3 : Contribuer à accroître le niveau d'information et de protection des femmes et des adolescentes contre les IST/VIH/SIDA						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
3.2.3.1 - Renforcement du niveau d'information des femmes, des adolescent (e)s et des hommes sur les comportements à risques en matière sexuelle	Les connaissances des femmes, hommes et adolescent(e)s sur les IST et le VIH/SIDA sont accrues	Intensifier les programmes d'IEC/Genre et IST /VIH/ SIDA	100,00 \$	Programmes IEC exécutés	2006 - 2015	MPASPF Min. Santé OSC
	Changement de comportement	Soutenir la création de centre d'information, d'orientation et de conseil sur la SR et les IST/VIH/	150,00 \$	% de femmes, hommes qui ont des connaissances sur les IST/ VIH/SIDA	2006 - 2015	
3.2.3.2 Renforcement du niveau d'information des adolescentes et des femmes sur les violences sexuelles et la contamination au VIH/SIDA	Connaissances des femmes accrues en matière de violences sexuelles et de la contamination au VIH/Sida	Mettre en place des programmes de mobilisation sociale	50,00 \$	Programmes de sensibilisation exécutés	2006 - 2015	Min. Femme
	Prise en charge des victimes	Mettre en place des programmes de prise en charge des victimes des violences	100,00 \$	Structures de prise en charge psychologique et sociale mises en place		

Objectif 3.3.3 : Assurer la prise en compte des besoins différenciés de santé et de SR des femmes, des adolescent (e) s et des hommes dans le secteur santé						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
3.3.3.1 - Implication des hommes dans la gestion de la SR	Plus grande fréquentation des hommes des services de SR	Amener des structures tests de santé à offrir des prestations de services SR en direction des hommes	100,00\$	% d'hommes fréquentant les structures SR	2006-2015	MPASPF Min Santé OSC
3.3.3.2 - Renforcement des capacités en genre du personnel de santé et des planificateurs du secteur	Les capacités en genre du personnel de santé et des planificateurs du secteur sont renforcées	Organiser des sessions de formation en genre pour les techniciens et les planificateurs du secteur santé	50,00\$	% des agents et planificateurs du secteur formés à l'approche genre	2006-2008	

Objectif 3.3.4 : Contribuer à la réduction du taux de prévalence des IST/ VIH/SIDA

STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
3.3.4.1 Développement de programmes de prévention sur les IST/VIH/SIDA	Le taux de prévalence des IST/VIH/SIDA est réduit	Mettre en place des structures tests de prise en charge psychosociale et matérielle des PVVIH et infectées Renforcer les capacités de négociation sexuelle des femmes par des formations et sensibilisation	100,00 \$ 50,00 \$	Nombre de structures mises en place Nombre de femmes ayant suivi des formations	2006-2010 2006-2007	MPASPF Min Santé OSC
3.3.4.2 Amélioration de la prise en charge des malades	Meilleure prise en charge des PVVIH Réduction des coûts de soins de santé pour les PVVIH	Appuyer les initiatives pour la création de mutuelles de santé pour les PVVIH	200,00 \$	Nombre de PVVIH adhérentes à des mutuelles de santé	2006-2010	

SOUS TOTAL ORIENTATION STRATEGIQUE 3 = 5 300 000 \$US

ORIENTATION STRATEGIQUE IV- : PROMOTION DE LA PARTICIPATION EQUITABLE A LA GESTION DU POUVOIR, DU RESPECT DES DROITS ET LA SUPPRESSION DES VIOLENCES

4.1- Participation au pouvoir

Objectif 4.1.1 : Assurer un égal exercice des droits civiques et politiques						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
4.1.1.1. - Sensibilisation des différents acteurs de la société pour un égal exercice à la citoyenneté par l'homme et la femme	L'égalité au niveau de l'exercice de la citoyenneté est reconnue et appliquée	Organiser des campagnes d'information sur l'importance de l'exercice de la citoyenneté et l'obtention des pièces d'état civil	100,00 \$	Type et nombre d'activités organisées par an pour soutenir l'exercice égal et responsable de la citoyenneté par tous	2006-2015	Min. Femme Min. Intérieur Min. Justice
4.1.1.2. - Facilitation de l'obtention et de l'utilisation des pièces d'état civil et autres actes administratifs par les femmes	Les femmes disposent de pièces indispensables à l'exercice de leurs droits civiques et politiques	Multiplier les audiences foraines en partenariat avec les services concernés pour faciliter l'obtention et l'utilisation des pièces d'état civil.	50,00 \$	Nombre d'audiences foraines organisées	2006 – 2010	Min. Femme Min. Droits de l'Homme OSC
		Créer un fonds de soutien aux femmes en politique ou de candidates aux élections	300,00 \$	Fonds mis en place	2006-2010	Min. Femme
		Renforcer les capacités en communication et en négociation des femmes candidates	200,00 \$	Programme d'appui réalisé	2006-2010	Min. Femme

Objectif 4.1.2 : Assurer l'égalité et l'équité de participation des femmes et des hommes dans toutes les instances de décision et à tous les niveaux						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
4.1.2.1. - Sensibilisation de toutes les composantes de la société sur l'égale capacité de tous à l'exercice du pouvoir	Les femmes représentent au moins 35% dans les instances de décision en 2015	Plaidoyer pour l'application de la déclaration des Chefs d'Etat de l'Union africaine sur les 30%	100,00\$	% de femmes dans les instances de décision aux niveaux international, régional, national et local	2006-2010	Min Famille Droits de l'Homme, OSC Parlement
4.1.2.2 - Elaboration de stratégie de renforcement de la présence des femmes dans les instances de décision, partis politiques, syndicats, OSC.	Promotion de l'égalité et représentation égale des H/F inscrites dans les orientations des partis et différentes organisations et structures	Plaidoyer en direction des décideurs et leaders politiques pour une meilleure intégration du genre dans les politiques et programmes	100,00\$	Nombre d'activités initiées en direction des dirigeants des instances de décision % de femmes dans les instances de décision des structures	2006-2008 2006-2015	Min. Famille Partis politiques OSC Syndicats
4.1.2.3 - Renforcement des capacités des femmes et des jeunes filles en leadership (savoir, savoir-faire et savoir être)	Leadership féminin significatif d'ici 2015	Organiser des formations en techniques de négociation Elaborer un programme de communication pour valoriser les modèles de réussite féminins dans tous les secteurs	150.00\$ 100,00\$	% des femmes dans les postes électifs et les postes de direction Un programme élaboré et mis en œuvre pour faire la promotion des modèles de réussite féminins	2006-2010 2006-2015	MNG
4.1.2.4- Renforcement des capacités des femmes en politique pour la mobilisation des ressources et une meilleure communication	Plus grande capacité des femmes en politique	Renforcer les capacités en marketing politique	500,00\$ 300,00\$	Des mesures sont prises pour l'accès des femmes aux financements disponibles Programmes d'appui aux femmes en politique	2006-2015	Partenaires au développement Min. Famille OSC

4.1.2.5 - Renforcement des capacités en genre des leaders de partis politiques, organisations	Les capacités en genre des leaders et membres des partis politiques, OSC, syndicats, etc. renforcées	Organiser des sessions d'information et de sensibilisation pour les leaders	200,00\$	Nombre de leaders et membres formés en genre au niveau de chaque instance	2006-2010	Min. Famille OSC Partis politiques Syndicats Secteur privé
4.1.2.6 – Facilitation des femmes à l'expression des candidatures féminines aux postes de décision.	Plus de représentativité des femmes dans les instances politiques	Instaurer des systèmes de quotas de représentation par sexe à tous les niveaux Mettre en place des mécanismes qui suscitent des candidatures féminines (Observatoire du genre)	-	Accroissement du % des femmes aux postes décisionnels		

4.2 – Droits

Objectif 4.2.1 : Supprimer les dispositions discriminatoires et suppléer les vides juridiques dans la législation nationale						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
4.2.1.1.- Harmonisation de la législation nationale avec les engagements internationaux et régionaux ratifiés	Textes juridiques nationaux harmonisés ou conformes aux engagements régionaux et internationaux	Plaidoyer auprès des autorités pour réviser les dispositions discriminatoires à l'égard de la femme et les faire adopter par le Parlement.	50,00 \$	Dispositions discriminatoires et vides juridiques identifiés	2006-2007	Min Femme Min. Justice OSC
		Vulgariser les droits de la Femme par des campagnes d'information.	50, 00 \$	Tous les textes comportant des dispositions sont révisés et vulgarisés	2006-2010	Tous les ministères et l'Assemblée Nationale

Objectif 4.2.2 : Garantir l'application effective des droits des femmes						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
4.2.2.2 - Sensibilisation des acteurs du système judiciaire sur les droits des femmes et leur application	Les recours aux services juridiques par les femmes pour réclamer leurs droits sont satisfaits.	Former le personnel administratif, judiciaire	100,00 \$	% de dossiers relatifs aux droits des femmes traités au niveau du tribunal	2006-2015	Min Femme Min. Justice Min. Droits de l'Homme Min Sécurité
		Mettre en place des services: cliniques juridiques, cellules d'écoute, de sensibilisation sur les droits, d'information et de conseils à l'intention des femmes.	300,00 \$	Nombre et localisation des services d'information et conseil juridiques et d'écoute mis en place	2006 -2010	AJS, PTF Consultant (e)s
Information des citoyennes sur leurs droits	Toutes les citoyennes sont informées sur leurs droits	Produire des supports simples et accessibles pour vulgariser les textes et procédures judiciaires	100,00 \$	Type et nombre de supports élaborés et utilisés	2006 -2008	

4.2.2.2. - Renforcement de la protection des droits des personnes en situation difficile	Protection juridique et sociale des personnes en situation difficile renforcée	Elaborer et mettre en œuvre un programme d'information et de sensibilisation en faveur d'une meilleure prise en charge des handicapé(e) s, veuves, veufs, orphelins et personnes âgées.	100,00 \$	Mesures de protection prises	2005-2008	Min Femme Min. Justice Min Droits de l'Homme Min Sécurité
		Améliorer les conditions de détention des femmes et en particulier celles enceintes et allaitantes	250,00 \$	Aménagements réalisés pour améliorer les conditions de détention des femmes	2006-2008	
		Prendre des mesures pour une meilleure protection des veuves	50,00 \$	Mesures prises pour la protection des veuves	2006-2015	
		Renforcer la protection des mineurs prostitué (e) s	50,00 \$	Activités de plaidoyer réalisées	2006-2015	

Objectif 4.3 : Contribuer à réduire les violences basées sur le genre						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
4.3.1. - Identification des violences basées sur le genre faites aux femmes et aux enfants	L'ampleur et les formes de violences basées sur le genre sont connues	Mener une étude sur l'ampleur et les formes du phénomène de violences basées sur le genre	50,00 \$	Existence d'une étude approfondie sur le phénomène de la violence	2006-2008	MPASPF
		Mettre en place un dispositif d'information des cas de violence connus des services, institutions, organes impliqués (santé, police, justice...)		Un système d'information des cas de violence créé et fonctionnel	2006-2007	MPASPF Min. de la Justice Min. de la Santé
		Appuyer la constitution de groupes de pression pour la protection des droits de l'égalité de genre.	100,00 \$	% de cas présentés aux autorités judiciaires et juridiques	2006-2015	MPASPF OSC
4.3.2 – Sensibilisation des populations pour dénoncer les violences	Les populations ont acquis le réflexe de dénoncer les violences.	Augmenter les centres d'écoute, de prise en charge psychosociale	200,00 \$	Nombre d'interventions faites par les centres de Counselling	2006-2008	MPASPF
	Diminution de cas de violence	Augmenter le nombre de para juristes pour des actions de proximité et renforcer leurs capacités. Renforcer le suivi des activités des para juristes.		200 para juristes renforcés par an et travaillant sur le terrain Un suivi par réseau et par an	2006-2015	MPASPF Min. de la Justice

4.3.3. - Application effective de la loi sur les violences faites aux femmes.	Jugement des violences en conformité avec la loi (condamnation des auteurs et indemnisation des victimes).	Réviser et adopter le Code Pénal du 13.08.1980 en prenant en compte les violences émergentes. Adopter l'avant projet des lois sur le trafic des adultes. Concevoir et mettre en œuvre une stratégie de plaidoyer à l'attention des acteurs et de la justice.	100,00 \$	Code Pénal révisé Avant projet de loi adopté Nombre de cas référés, poursuivis et jugés par les tribunaux	2006-2015	MPASPF OSC Min. de la Justice
4.3.4 - Prise en charge des victimes.	Soutien aux victimes de violence.	Mettre en place des structures de protection et d'encadrement psychosocial pour les filles violentées. Développer un plaidoyer pour la constitution d'un réseau d'acteurs judiciaires pour faciliter les procédures judiciaires.	100,00 \$	Nombre de structures créées ou appuyées. Fonds disponible. Existence et fonctionnement du Réseau.	2006-2015	MPASPF M.in. de la Santé MPASPF M.in. de la Justice

SOUS TOTAL ORIENTATION STRATEGIQUE IV = 3 700 000 \$ US

ORIENTATION STRATEGIQUE V : Rôle du ministère chargé de la promotion de la femme et de l'intégration du genre

Objectif 51 : Redéfinir le nouveau rôle du ministère chargé de la promotion de la femme et du genre						
STRATEGIES	RESULTATS ATTENDUS	ACTIONS	COUTS	INDICATEURS	PERIODE	ACTEURS
5.1.1 Renforcement des capacités techniques et financières du ministère chargé du genre et de la promotion de la femme	Plus grande capacité du ministère à assurer sa nouvelle mission et à fournir de l'appui technique aux départements ministériels et institutions	Réviser le cadre organique du MCFF en l'adaptant aux domaines prioritaires Former les agents du ministère en analyse et budget genre pour accompagner les autres institutions Faire un plaidoyer pour augmenter les ressources financières du MCFF	10,00 \$ 100,00 \$ 50,00 \$	Nouveau cadre organique adopté Agents formés ; Institutions appuyées par les agents Budget du ministère en hausse	2006-2007 2006-2007 2006-2015	MPASPF
5.1.2 -Stratégie de communication du Ministère de la Femme	Meilleure e compréhension des questions de genre, de la mission du ministère et de ses programmes	Création et entretien d'un Site WEB Bulletin d'information, Emissions radio télévisées s	50,00 \$ 50,00 \$ 50,00 \$	Site WEB Créé Bulletins d'informations réalisés, Nombre d'émissions	2006-2007 2006-2015 2006-2015	MPASPF
5.1.3 Partenariats avec les services des statistiques et institutions de recherche	Meilleure connaissance de la situation des inégalités	Poursuivre les recherches pour la production et la diffusion de données statistiques désagrégées par sexe	200,00 \$	Recherches effectuées et données disponibles	2006-2015	MPASPF Direction des statistiques
5.1.4 -Réalisation de systèmes d'information.	Des informations sur la situation des femmes et des hommes sont régulièrement disponibles	Mettre en place une base de données désagrégée par sexe dans les secteurs	100,00 \$	Existence d'une base de données désagrégées par sexe disponible et accessible	2006-2015	MPASPF Direction des statistiques
5.1.5- Concertation entre acteurs	Plus d'efficacité dans la gestion de l'intégration du genre.	Mettre en place un cadre permanent de concertation et de collaboration intersectorielle.	20,00 \$	Cadre de concertation fonctionnel	2006-2015	MPASPF

5.1.6- Mise en place de mécanismes de suivi-évaluation efficaces	Suivis réguliers des progrès	Créer un observatoire du genre ayant des fonctions de veille et d'alerte.	50,00 \$	Rapports de suivi réalisés	2006-2015	MPASPF OSC
5.1.7- Sensibilisation des acteurs judiciaires sur les violences	Jugement des violences en conformité avec la loi	Mettre en œuvre une stratégie IEC à l'attention des acteurs de la justice pour une application de la loi	100,00 \$	Nombre de cas référés et jugés par les tribunaux selon la loi par an	2006-2015	MPASPF Min Justice

SOUS TOTAL ORIENTATION STRATEGIQUE V = 780 000 \$ US

Le budget Global de la stratégie est estimé à **vingt millions cent vingt cinq mille (20 125 000) \$ US** dont **sept cent quatre vingt mille (780 000)** pour permettre au ministère chargé de la promotion de la femme de renforcer ses capacités et de jouer son rôle auprès des autres institutions pour la prise en compte transversale du genre.

ACTIONS DE PLAIDOYER POLITIQUE PAR LA MINISTRE

ACTIVITES	RESULTATS ATTENDUS	PERIODE
Elaboration d'un dossier technique d'information et de sensibilisation sur les enjeux de la prise en compte du genre dans les politiques de développement à l'attention du Président de la République et du Premier Ministre	Plus grande implication du Président de la République et du Premier Ministre dans les questions de genre	Janvier
Mise en place du Conseil interministériel sur la stratégie nationale d'intégration du genre	Engagement de l'équipe Gouvernementale	Janvier - Mars
Nomination par Décret des points focaux du Gouvernement	Légitimation de l'intervention des points focaux	Janvier
Organisation d'une rencontre avec tous les représentants du Gouvernement et des Institutions pour les amener à prendre en compte le genre dans le cadre de la mission qui leur est confiée.	Prise de conscience de la nécessité d'intégration transversale du genre dans les programmes et budgets.	Janvier-février
Organisation d'une rencontre avec les différents ministres pour les amener à donner les directives aux Secrétaires Généraux pour qu'ils prennent les mesures nécessaires pour la mise en oeuvre de la stratégie genre dans leurs administrations respectives	Directives élaborées par les ministères	Janvier
Elaboration d'un dossier technique pour l'information sur la situation des inégalités de droits à l'attention du Parlement. Journée de plaidoyer au Parlement.	Meilleure implication des Parlementaires dans la prise en compte du genre	Février
Elaboration d'un calendrier de rencontres avec les ministères tests pour le plaidoyer et le suivi de la mise en oeuvre de la stratégie	Bonne gestion de la stratégie	Février

ACTIONS DE PLAIDOYER TECHNIQUE DE LA SECRETAIRE GENERALE

ACTIVITES	RESULTATS	PERIODE
Elaboration d'un document de plan d'actions ou d'un calendrier de travail	Gestion efficace de la stratégie	Décembre
Elaboration d'un document d'information à l'intention de tous les Secrétaires Généraux sur le Genre Rencontres d'information sur la stratégie du ministère (séances de travail, déjeuners de travail trimestriels)	Tous les secrétaires Généraux comprennent l'enjeu de l'intégration du genre dans les politiques de développement	Janvier
Elaboration d'un document d'information à l'intention de tous les Secrétaires Généraux sur leur rôle dans la mise en œuvre de la stratégie	Mesures administratives prises pour : <ul style="list-style-type: none"> • faciliter le travail du point focal • créer un groupe de travail technique au sein du département • accepter la relecture des politiques et programmes Le genre sera pris en compte dans l'élaboration du Budget	Février
Séances de travail trimestrielles avec les points focaux Séances de travail trimestrielles avec les Secrétaires Généraux	Cadre de concertation effective	Trimestriel

VI- Schéma de mise en œuvre de la stratégie

La mise en œuvre de la stratégie repose sur quelques principes de base :

- l'exécution interpelle l'Etat notamment la Primature en tant que Coordonnateur de l'action gouvernementale ;
- l'interdépendance des orientations stratégiques exige une synergie dans les interventions pour inscrire les questions de genre dans l'agenda du Gouvernement ;
- les interventions des bailleurs de fonds doivent s'inscrire dans la stratégie et être coordonnées par le ministère ;
- la société civile sera un partenaire dans la mise en œuvre de la stratégie.

La Stratégie Nationale pour l'Egalité et l'Equité de Genre devient ainsi le cadre de référence pour tous les bénéficiaires et les acteurs, liés à l'Etat, tels les partenaires au développement, la société civile, le secteur privé ou à la coopération internationale qui œuvrent pour un développement durable au Togo. Dans cette perspective, la définition d'un schéma de mise en oeuvre pertinent s'impose. Ce schéma sera soutenu par quatre piliers qui seront les garants de sa performance, à savoir :

- la clarification des rôles et responsabilités des parties prenantes à la mise en œuvre de la stratégie ;
- la définition de mécanismes de coordination, de concertation et de suivi-évaluation, souples et efficaces ;
- la mobilisation de ressources financières nécessaires au

financement des programmes identifiés ;

- la définition d'une stratégie de plaidoyer et d'une stratégie de communication pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie.

6.1. – Rôle du ministère chargé de la promotion de la femme et du genre

La nouvelle approche de développement qui vise l'intégration transversale du genre exige une redéfinition du rôle du ministère chargé de la promotion de la femme et du genre et de l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre de la stratégie.

Le ministère chargé de la promotion de la femme et du genre a la responsabilité de veiller au respect des engagements pris par le Gouvernement pour la promotion de l'égalité et l'équité de genre. Pour réaliser sa mission, deux objectifs principaux sont fixés, à savoir :

1. l'intégration transversale du genre dans les politiques et programmes de développement au Togo ;
2. la promotion du statut de la femme et le renforcement de ses capacités dans tous les domaines.

Le ministère de la promotion féminine et du genre a la charge d'assurer l'intégration transversale du genre dans toutes les politiques et programmes de développement du pays. A travers ses structures que sont le Secrétariat Général, la Direction Générale de la Promotion de la Femme, les structures nationales et régionales, le Ministère de la Population de l'Action Sociale et de la Promotion de la Femme (MPASPF)

devra jouer un rôle central dans la formulation des politiques, la facilitation, l'appui technique, la coordination des interventions et le suivi-évaluation.

Formulation des politiques

Il revient au ministère chargé de la promotion de la femme et du genre de formuler, d'élaborer la Politique Nationale de Genre et les différents documents stratégiques et ensuite d'en assurer une large diffusion aux niveaux national, régional et international et de mettre régulièrement à jour le Programme National pour la Promotion de la Femme.

Influence et Assistance et Technique

Le ministère chargé de la promotion de la femme et de l'égalité de genre doit veiller à ce que toutes les politiques sectorielles prennent en compte le genre. Pour ce faire, il doit fournir l'appui technique nécessaire aux autres ministères, Institutions de la République, (Parlement, Cour Constitutionnelle, système judiciaire, etc.), structures décentralisées, acteurs de la société civile et du secteur privé.

Il est aussi important que le ministère puisse apporter l'appui technique aux organisations de la société civile qui en ont besoin dans les domaines de la formation, de l'accès à l'information et à la documentation, ainsi que de la mise en place des réseaux.

Coordination des interventions

Le ministère chargé de la promotion de la femme et de l'égalité de genre sera l'acteur principal dans la mise en oeuvre de la stratégie. A ce titre, il doit assurer la coordination des activités et des interventions de tous les acteurs : ministères, institutions républicaines,

structures décentralisées, organisations de la société civile et partenaires au développement pour une meilleure synergie.

Mobilisation et utilisation des ressources

Le ministère chargé de la promotion de la femme et de l'égalité de genre facilitera la mobilisation des ressources à travers :

- la collaboration avec les partenaires au développement ;
- la coordination de l'initiative d'intégration du genre dans le Budget National en vue d'assurer que les ressources allouées tiennent compte des questions de genre ;
- l'obtention d'allocations de ressources conséquentes de la part de l'Etat lui permettant de faire face à sa mission.

Suivi de la mise en œuvre de la stratégie

Le ministère chargé de la promotion de la femme et de l'égalité de genre assurera un suivi régulier des progrès accomplis en matière d'intégration de la dimension genre dans les politiques sectorielles à la lumière des objectifs de la stratégie nationale du genre en partenariat avec les organisations de la société civile.

6.2 - Les Institutions de la République

Les différentes institutions de la République ont chacune, en ce qui les concerne, un rôle à jouer dans la mise en oeuvre de la stratégie pour une intégration transversale du genre.

6.2.1. La Présidence de la République

La Conseillère en Genre auprès du Président de la République pourrait jouer **un rôle** essentiel, pour le suivi de questions relatives à l'équité et légalité de genre et la mise en oeuvre des engagements pris par le Président de la République.

6.2.2. La Primature

Etant donné son rôle de coordination des activités gouvernementales, la Primature devra, en concertation avec

6.2.3. Les ministères des finances, de l'économie et de la planification

En leur qualité de ministères chargés de la planification et de la gestion de l'économie, ces ministères joueront un rôle très important en vue d'assurer que la planification et la gestion de l'économie du pays tiennent compte des différences de genre.

En collaboration avec le ministère chargé de la promotion de la femme et l'égalité de genre :

- Il sera mis en place un guide qui servira de référence à l'intégration du genre dans les budgets des ministères sectoriels ;
- la formation au *gender budgeting* sera assurée pour tous les agents des ministères de la République ;
- la direction des statistiques assurera l'intégration du genre dans les méthodes et instruments de collecte des données stratégiques ainsi que dans l'analyse de celles-ci ;

le ministère chargé de la promotion de la femme et de l'égalité de genre, prendre les mesures nécessaires et encourager tous les ministères à intégrer la dimension genre dans leurs politiques respectives.

Le Premier Ministre devra inscrire dans le mandat de chaque ministre les objectifs assignés à son département par rapport à la Stratégie Nationale d'Intégration du Genre, et s'assurer par le biais de son **conseiller** chargé des questions de genre, de la mise en oeuvre des directives **données**.

- le ministère de la **planification** jouera un rôle clé en ce qui concerne l'intégration des questions relatives au genre dans les activités d'études et d'analyse du suivi de la mise en oeuvre de la stratégie du programme national de réduction de la pauvreté.

6.2.4. Le Ministère de l'Intérieur

Le ministère chargé de la promotion de la femme et l'égalité de genre travaillera en étroite collaboration avec le ministère de l'intérieur pour :

1. faciliter et coordonner l'intégration de la dimension genre dans les programmes et plans d'actions des provinces et communes;
2. s'assurer que la dimension genre est effectivement prise en compte dans les plans d'action et budgets des régions et collectivités locales ;
3. superviser et faciliter la mise en oeuvre de la politique du genre au niveau régional.

6.2.5. Les autres ministères et institutions affiliées au Gouvernement

Les autres ministères et institutions affiliées au Gouvernement entreprendront des procédures de mise en application de la stratégie du genre, des objectifs identifiés par la stratégie et dont l'exécution relève de leurs responsabilités.

6.2.6. Les institutions d'enseignement supérieur et instituts de recherche

Les institutions d'enseignement supérieur et de recherche joueront un rôle crucial à travers la mise en place de mécanismes visant l'intégration de la dimension genre dans leurs systèmes de fonctionnement et dans leurs programmes de formation et de recherche.

6.2.7. L'Assemblée Nationale

Compte tenu de son rôle fondamental de contrôle de l'action du Gouvernement, le Parlement défendra l'approche d'équilibre de genre et s'assurera de son effectivité au niveau de la législation, des secteurs nationaux et des budgets des administrations centrales et locales ainsi qu'au niveau d'autres questions qui lui seront soumises.

La Commission du Genre du Parlement

Elle devra :

- veiller à la révision ou l'adoption des propositions de lois favorables à l'égalité/équité de genre et jouer un rôle d'influence auprès des autres commissions ;
- défendre l'égalité de genre dans la législation et la budgétisation (elle pourra demander à

l'assemblée de refuser le vote de tout budget qui ne prend pas en compte la dimension genre).

6.3 - Les Institutions d'appui à la démocratie

Beaucoup d'Institutions concourent à l'approfondissement de la démocratie, il est aussi important qu'elles prennent en compte la dimension genre.

6.3.1. La Commission Electorale

Elle travaillera conjointement avec le ministère chargé de la promotion de la femme et l'égalité de genre et les autres acteurs clés de la société civile, en vue de suivre de près la représentativité de la femme dans les différentes élections nationales. Elle fournira régulièrement des informations et données statistiques sur la représentativité des femmes.

6.3.2. L'Observatoire National des Droits de l'Homme

L'observatoire national chargé des droits de l'homme mettra en place des structures favorables aux questions du genre dans le but de veiller au respect des droits de la personne et pour tenir compte de la promotion du genre.

En collaboration avec le ministère chargé de la promotion de la femme et l'égalité de genre et d'autres acteurs, l'observatoire élaborera des programmes visant la sensibilisation des populations sur le fait que les droits de la femme font partie des droits humains et doivent être respectés en théorie comme en pratique. Il veillera à ce que les lois discriminatoires à l'égard des femmes identifiées soient abrogées.

6.3.3. La Haute Autorité des Media

Les media et les systèmes de communication vont participer à modeler le « Togolais de demain ». Il

est important pour la Haute Autorité des Media de veiller à :

- ce qu'il y **est** un égal accès de toutes les composantes de la société aux media et à l'information ;
- ce que les contenus des programmes participent à l'atteinte des objectifs d'égalité et d'équité de genre ;
- prendre les mesures nécessaires pour que les stéréotypes sexistes entraînant une image négative de la femme soit éliminés.

6.3.4. La Commission de Réconciliation

Etant donné que l'unité et la réconciliation sont deux facteurs fondamentaux pour la reconstruction durable du pays, la Commission Réconciliation devra prendre en considération, dans son programme et ses stratégies, les relations réciproques existant entre la discrimination basée sur le genre et les autres formes de discrimination.

6.3.5. La Commission Ethique et Lutte contre la Corruption

La commission de l'éthique et de la lutte contre la corruption doit intégrer les préoccupations de toutes les catégories sociales. Elle doit examiner la corruption dans ses dimensions souterraines qui affectent davantage les femmes.

6.4. - Le Conseil National des Femmes (CNF)

Le Conseil National des Femmes **devra** être un mécanisme mis en place par le Gouvernement aux fins d'appuyer le ministère dans son

mandat de promotion de l'égalité/équité de genre au Togo.

Le CNF serait une instance représentative de l'ensemble des organisations impliquées dans les questions des droits de la femme et égalité. Il aura la responsabilité :

- de mener des actions de plaidoyer et de sensibilisation pour la prise en compte de l'égalité et de l'équité tant au niveau national que local, auprès des leaders et diverses communautés, notamment lors de la célébration des grandes journées nationales et internationales et de proposer des actions à entreprendre dans ce domaine ;
- de procéder à une large mobilisation de tous les acteurs autour de la réalisation des objectifs de la stratégie d'intégration du genre, de faire le suivi de la prise en compte du genre dans les divers programmes de développement et l'évaluation de la mise en œuvre du programme national sur la femme ainsi que les recommandations nécessaires ;
- de préparer tous les rapports périodiques sur l'état d'application des instruments juridiques internationaux sur la femme, ratifiés par le Togo.

6.5- Les organisations de la société civile (OSC)

Les organisations de la société civile, notamment les collectifs des ONG, les autorités traditionnelles et religieuses, sont les **principaux** partenaires du ministère chargé de la promotion de la femme et l'égalité de genre dans l'exécution de la stratégie nationale d'intégration du genre dans les politiques et programmes de

développement au Togo. Elles devront :

- créer un cadre de concertation unitaire sur les questions de genre ;
- développer un partenariat avec le ministère chargé de la question de la femme et du genre pour l'exécution des programmes et projets concernant la promotion de la femme ;
- entreprendre des activités de sensibilisation des populations sur la promotion de l'égalité et l'équité de genre au Togo ;
- élaborer et exécuter des programmes et des projets axés sur la promotion de l'égalité et l'équité de genre et le renforcement des capacités des femmes.

Les activités des organisations de femmes et de la société civile en général sont complémentaires à celles du ministère chargé du genre et de la promotion de la femme qui détermine la politique de promotion de la femme et de l'égalité de genre dans laquelle elles inscrivent leurs interventions tout en gardant leur autonomie. Toutefois, les OSC sont confrontées à des problèmes de capacités institutionnelles, techniques et financières. Il y a globalement un déficit d'expertise, même si cela ne concerne pas toutes les associations.

Les OSC ont surtout besoin de mettre en place un mécanisme de coordination de leurs interventions qui pourrait faciliter les échanges entre la société civile, le Gouvernement et les partenaires au développement.

6.6- Les chefs traditionnels, autorités coutumières et religieuses

Les autorités religieuses et coutumières de part leurs rôles et

statut, ont une grande capacité d'influence sur les attitudes et comportements des populations sous leur autorité morale et spirituelle. Pour cela ils sont des acteurs incontournables pour faire passer des messages.

6.7- Le Secteur privé

Il veillera à la promotion des procédures de recrutement et à l'existence d'un environnement de travail qui tienne compte des différences de genre. Il mettra en place un système visant à développer l'entrepreneuriat féminin.

6.8- Les partenaires au développement

Vu leur engagement à la promotion de l'égalité et l'équité de genre, les partenaires au développement fourniront un appui financier et technique en vue de la mise en oeuvre, du suivi et de l'évaluation de la politique du genre au Togo.

Cependant, compte tenu de la rareté des ressources, de l'ampleur des problèmes de développement et des défis à relever, il s'impose une révision des méthodes d'intervention et la nécessité de la mise en place d'un organe de concertation. A cet effet, les organisations multilatérales et bilatérales ainsi que les agences des Nations Unies développeront des mécanismes de collaboration entre elles-mêmes et avec le gouvernement en matière d'intégration de la dimension genre dans leurs activités au Togo. Une coordination permettrait :

- d'éviter les duplications ;
- de faciliter une meilleure utilisation des ressources financières et humaines ;
- de favoriser une meilleure synergie des interventions ;
- de capitaliser les acquis.

VII – Conditions critiques de la mise en œuvre de la stratégie

La réussite de la mise en œuvre de la stratégie d'intégration transversale du genre dépendra de la manière dont certains défis seront relevés. Les principaux défis à relever comprennent entre autres :

- l'engagement politique au plus haut niveau ; notamment de la Primature chargée de donner les directives à tous les ministères pour l'intégration du genre avec des obligations de rendre compte ;
- la restructuration du cadre organique du ministère chargé de la promotion de la femme et de l'égalité de genre ;
- le renforcement des capacités des agents du ministère chargé de la promotion de la femme et de l'égalité de genre, en formulation de politiques, de programmes sectoriels et de budgets sensibles au genre ;
- l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de développement qui tiennent compte des besoins immédiats et spécifiques des femmes et des hommes, des filles et des garçons ;
- l'institutionnalisation de la collecte et l'analyse systématique des indicateurs d'appréciation de l'égalité et l'équité de genre ;
- le défi de vaincre les résistances aux changements de certains acteurs, notamment des hommes ;
- la transformation des relations de pouvoir inégalitaires entre les

hommes et les femmes liées à certaines croyances et pratiques culturelles défavorables à l'un ou l'autre sexe.

VIII - Suivi et évaluation

L'activité de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie nationale d'intégration du genre dans les politiques et programmes de développement sera entreprise de manière systématique en même temps que la mise en œuvre de la stratégie.

8.1- Mécanismes de suivi

Plusieurs mécanismes de suivi sont nécessaires pour accompagner le processus d'intégration du genre dans les politiques et programmes.

- La Primature

La primature doit veiller au suivi régulier des progrès accomplis en matière d'intégration des questions relatives au genre dans les politiques sectorielles à la lumière des objectifs du document de stratégie genre. Deux conseils interministériels par an pourraient se tenir pour définir les orientations et évaluer l'action gouvernementale dans le domaine de la promotion de la femme et de l'égalité de genre au Togo et leurs impacts sur les objectifs de croissance et de développement.

- Le Ministère chargé de la promotion de la femme et l'égalité de genre

Le Ministère chargé de la promotion de la femme et l'égalité de genre est l'acteur principal dans la mise en œuvre du plan stratégique et coordonne l'ensemble des interventions.

Pour une meilleure coordination des mécanismes, le ministère chargé de la

promotion de la femme et l'égalité de genre peut instituer :

- un cadre d'orientation des interventions qui se réunira deux (2) fois par an sous la présidence de Madame la Ministre comprenant l'ensemble des acteurs impliqués ;
- un cadre de suivi technique présidé par la Secrétaire Générale/Directrice de la promotion de la femme qui se réunira une fois par trimestre pour assurer une coordination des interventions des autres institutions et ministères ;
- les évaluations devront mesurer les progrès et efforts accomplis par chaque département ministériel et institution dans la prise en compte de genre dans la formulation des politiques, des programmes et dans l'élaboration du budget ;
- des évaluations devront mesurer également le niveau de contribution des différents partenaires impliqués conformément aux objectifs assignés au ministère chargé de la promotion de la femme et du genre.

- Le Conseil National des Femmes (CNF)

Le CNF s'assurera du suivi-évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale sur le terrain. A cet effet un comité technique doit être mis en place pour :

- des évaluations périodiques, des visites de terrain et des réunions de suivi seront réalisées pour mesurer le progrès accompli en matière de promotion du genre ;

- l'élaboration des rapports périodiques;
- l'élaboration des indicateurs en vue d'assurer le suivi et l'évaluation des changements et des progrès réalisés par rapport aux objectifs de la Stratégie Nationale Genre.

- L'observatoire du genre

L'observatoire du Genre pourrait jouer un rôle de contrôle des ministères, autres Institutions et des OSC afin de s'assurer qu'ils s'acquittent des mandats qui leur sont dévolus dans la Stratégie d'intégration du genre et dans les politiques et programmes de développement au Togo en général. Dans cette perspective, il doit jouer un rôle d'interpellation en cas de manquement aux dispositions légales et constitutionnelles. L'observatoire pourra, au besoin, commissionner des études complémentaires.

8.2.- Indicateurs

Indicateurs généraux de suivi et d'évaluation de l'intégration transversale du genre

1. Adoption (présentation) officielle du Document de Stratégie nationale genre par le Conseil des Ministres.
2. Directives élaborées par la Primature et figurant dans les lettres de missions des ministères
3. Sensibilisation des acteurs institutionnels (Gouvernement, Parlement et autres Institutions) sur le genre.
4. Mise en place de toutes les structures et systèmes de gestion du genre.

5. Renforcement de la capacité technique sur l'analyse des questions relatives au genre et la formulation de programmes au niveau de toutes les institutions.
6. Elaboration de politiques et programmes sectoriels et de budgets sensibles au genre au niveau de tous les ministères.
7. Production et utilisation systématique de données désagrégées selon le genre dans toutes les activités clés de planification.

Indicateurs généraux de suivi et d'évaluation de la promotion de la femme

1. Adoption de mesures favorisant des opportunités d'égal accès aux ressources et leur contrôle, notamment l'éducation, la terre et les crédits.
2. Promulgation de lois sensibles au genre telles que le quota des 30%
3. Augmentation des effectifs féminins dans le Gouvernement, les postes d'administration et de prise de décisions au sein des structures, tels que les partis politiques, le parlement et les commissions parlementaires.
4. Mise en place de mécanismes et d'organes de prévention et de lutte contre toutes formes de violence basée sur le genre et publication des données illustrant la réduction des cas de violence basée sur le genre.
5. Mise en place d'organes de soutien aux victimes de la violence basée sur le genre.

6. Evolution de la présentation d'une image positive de la femme à travers les media.

Indicateurs spécifiques

Des orientations pour l'élaboration d'indicateurs spécifiques d'évaluation du progrès enregistré dans les différents secteurs seront formulées par le ministère chargé de la promotion de la femme et du genre.

Les différents ministères formuleront dans leurs plans sectoriels des indicateurs détaillés de promotion du genre dans leurs domaines d'action et à la lumière des objectifs spécifiques relatifs à leurs secteurs tels qu'identifiés dans la politique nationale du genre.

IX – Conclusion

La Stratégie planifiée pour une période de dix (10) ans a fixé l'horizon 2016 comme un terme pour faire progresser l'égalité et l'équité de genre dans les domaines prioritaires retenus et pour améliorer la situation des femmes. Cette échéance est en adéquation avec celle retenue par le Gouvernement à travers le DSRP/intérimaire, et avec celle de la Communauté internationale à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Si pour les principales questions identifiées, il est permis de s'attendre à des avancées réelles, il est entendu que les changements de mentalité et de comportement nécessaires aux transformations des rapports sociaux entre hommes et femmes exigent un horizon temporel plus lointain.

La mise en œuvre de la stratégie ne saurait être effective en l'absence d'une ferme volonté des autorités et de l'engagement actif de toutes les parties

prenantes à y prendre part. Il s'agit essentiellement :

1) de mesures indispensables que le Gouvernement devra prendre pour le renforcement des capacités institutionnelles et organisationnelles du mécanisme national en charge du genre et de la promotion de la femme ;

2) de l'engagement du Premier Ministre, chargé de conduire le développement du pays, de faire jouer à la Primature le rôle de coordination qui lui revient pour garantir l'implication des différentes Institutions de la République.